



**Conférence  
des Nations Unies  
sur le commerce  
et le développement**

Distr.  
LIMITÉE

TD/B/WP/L.74  
17 septembre 1996

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DEVELOPPEMENT  
Groupe de travail du plan à moyen terme  
et du budget-programme  
Vingt-huitième session  
Genève, 16 septembre 1996  
Point 6 de l'ordre du jour

**PROJET DE RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL DU PLAN A MOYEN TERME  
ET DU BUDGET-PROGRAMME SUR SA VINGT-HUITIEME SESSION**

Rapporteur : M. Bashir Musa (Nigéria)

Orateurs : Adjoint du Secrétaire général de la CNUCED  
Maroc (au nom du Groupe africain)  
Irlande (au nom de la Communauté européenne)  
Argentine (au nom du Groupe latino-américain et caraïbe)  
Etats-Unis d'Amérique  
Japon  
Cuba  
Népal  
Maroc (au nom du Groupe africain)  
Ouganda

**Note à l'intention des délégations**

Le présent projet de rapport est un texte provisoire qui est distribué aux délégations pour approbation.

Toute demande de modification doit être soumise, en anglais ou en français, au plus tard le **mercredi 25 septembre 1996** à la :

Section d'édition de la CNUCED  
Bureau E-8106  
Télécopieur : 907 0056  
Téléphone : 907 5656 ou 5655

## INTRODUCTION

1. La vingt-huitième session du Groupe de travail du plan à moyen terme et du budget-programme s'est déroulée au Palais des Nations, à Genève, du 16 au 18 septembre 1996. A cette occasion, le Groupe de travail a tenu .. séances plénières (ses 114ème à ... séances). Toutes les autres séances ont eu un caractère informel et privé.

## Chapitre I

### **REVISION DU CHAPITRE RELATIF A LA CNUCED DU BUDGET-PROGRAMME DE L'ONU POUR L'EXERCICE BIENNAL 1996-1997, COMPTE TENU DES RESULTATS DE LA NEUVIEME SESSION DE LA CONFERENCE**

(Point 3 de l'ordre du jour)

2. Pour l'examen de ce point, le Groupe de travail était saisi du document suivant :

"Chapitre relatif à la CNUCED du budget-programme de l'ONU pour l'exercice biennal 1996-1997 (projet de révision du programme de travail)" (TD/B/WP/98).

3. L'Adjoint du Secrétaire général de la CNUCED a déclaré que le Groupe de travail avait pour tâche d'aider le Secrétaire général de la CNUCED à adapter le programme de travail pour le reste de l'exercice biennal en cours (c'est-à-dire, jusqu'à la fin de 1997) aux objectifs de l'organisation. Cela était essentiel pour maintenir l'élan imprimé par la neuvième session de la Conférence et par les réformes que menait le Secrétaire général.

4. Le souhait des Etats membres - exprimé au paragraphe 107 a) du texte intitulé "Un partenariat pour la croissance et le développement" - était que le secrétariat les consulte à un stade aussi précoce que possible de l'élaboration du programme de travail. Ces consultations étaient importantes pour comprendre ce qu'ils attendaient de la CNUCED au cours des années à venir. Le Groupe de travail aurait aussi la possibilité de donner des conseils au sujet du programme de travail pour l'exercice biennal 1998-1999, puisque sa session se tenait juste avant l'élaboration, par le Secrétariat de l'ONU, du projet de budget-programme pour le prochain exercice, qui serait soumis au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

5. Le projet de révision du programme de travail, présenté dans le document TD/B/WP/98, visait à unifier et rationaliser les activités compte tenu des priorités, des objectifs et du mécanisme intergouvernemental établis par la Conférence à sa neuvième session. Les cinq programmes actuels de la CNUCED, qui comprenaient 25 sous-programmes, avaient été regroupés en un seul programme subdivisé en cinq sous-programmes qui correspondaient à la nouvelle structure du secrétariat. Les objectifs de ces sous-programmes étaient énoncés dans les documents finals de la neuvième session de la Conférence ("Déclaration de Midrand" et "Un partenariat pour la croissance

et le développement" (TD/377)) et avaient été incorporés dans le programme relatif à la CNUCED du plan à moyen terme de l'ONU pour la période 1998-2001.

6. Portant sur environ un tiers de la période restant à courir jusqu'à la dixième session de la Conférence, le document TD/B/WP/98 constituait un premier effort pour faire cadrer le programme de travail avec les résultats de Midrand. Il englobait également les programmes de travail établis ultérieurement par le Conseil du commerce et du développement, à sa treizième réunion directive (juillet 1996), pour ses organes intergouvernementaux. A cet égard, le Conseil n'ayant pas encore arrêté l'ordre du jour de la deuxième session des commissions, et celles-ci ne s'étant pas encore réunies pour décider de convoquer les réunions d'experts mentionnées au paragraphe 114 du texte intitulé "Un partenariat pour la croissance et le développement", il n'avait pas été possible d'inclure les activités correspondantes dans le document TD/B/WP/98. Conformément à la terminologie en vigueur à l'Organisation des Nations Unies, l'expression "groupes spéciaux d'experts" utilisée dans le document désignait les réunions consultatives convoquées par l'ONU sur l'initiative du Secrétaire général, et non les "réunions d'experts" susmentionnées.

7. Compte tenu du fait que la CNUCED était un organe subsidiaire de l'Assemblée générale et que celle-ci souhaitait la voir s'acquitter pleinement de ses mandats, le secrétariat avait incorporé lesdits mandats au programme de travail révisé pour l'exercice en cours. Afin de rendre fidèlement compte à l'Assemblée générale de l'exécution des programmes de l'exercice en cours, les activités déjà achevées et les services déjà fournis, ou en passe de l'être, avaient également été inclus. Le document indiquait aussi (sous-programme 9.1) les activités comme les services statistiques, le traitement électronique des données et la documentation qui contribuaient directement et étaient donc nécessaires à l'exécution du programme de travail. Dans chaque sous-programme, les activités étaient classées conformément à la présentation et la nomenclature du budget-programme de l'ONU.

8. Quand le Secrétaire général de la CNUCED aurait pris connaissance des opinions exprimées par le Groupe de travail, il arrêterait la répartition des effectifs et des autres ressources, compte tenu de la structure qui avait été annoncée précédemment et qui avait été décidée après consultation des Etats membres, du Secrétaire général de l'ONU et de l'ensemble du personnel.

La répartition des ressources donnerait lieu à des consultations avec le Siège, et principalement avec le Bureau du Contrôleur de l'ONU, qui était habilité à réviser les allocations de crédit dans le cadre du budget global approuvé par l'Assemblée générale.

9. L'importante restructuration entreprise par le Secrétaire général de la CNUCED touchait maintenant à sa fin; elle avait été menée parallèlement à l'examen de l'efficacité mis en branle par le Secrétaire général de l'ONU pour l'ensemble de l'Organisation. Ces deux processus s'ajoutaient à la décision prise par l'Assemblée générale en décembre 1995 d'approuver d'importantes réductions dans le budget pour l'exercice en cours. En outre, immédiatement après la neuvième session de la Conférence, le secrétariat avait dû établir le plan à moyen terme pour la période 1998-2001 et le présenter au Groupe de travail ainsi qu'au CPC à New York. Ces processus exigeaient non seulement des travaux au sein du secrétariat de la CNUCED, mais encore des consultations et des discussions approfondies avec le Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion, le Contrôleur et le Sous-Secrétaire général à la gestion des ressources humaines, à New York. Les Etats membres jugeaient capital que tout de suite après la vingt-huitième session du Groupe de travail, le secrétariat se mette à l'ouvrage et s'attache à exécuter son programme de travail pour le reste de l'exercice biennal. A cet égard, le Secrétaire général était tout particulièrement conscient de la nécessité de maintenir l'élan imprimé par la Conférence et par les réformes en cours dans le système des Nations Unies.

10. Le représentant du Maroc, parlant au nom du Groupe africain, a souligné combien il était important que les documents de travail soient publiés à temps. Il faudrait différer la poursuite de la session pour donner aux délégations le temps d'étudier convenablement la documentation de façon à pouvoir contribuer sérieusement aux travaux du Groupe.

11. Le représentant de l'Irlande, parlant au nom de la Communauté européenne, a déclaré que le Groupe devait notamment veiller à ce que le programme de travail de la CNUCED tienne fidèlement compte des décisions prises à la neuvième session de la Conférence. Il importait également de lever toute ambiguïté quant à l'objet de la session. La révision des textes explicatifs n'était qu'un des aspects de la révision du chapitre du budget-programme relatif à la CNUCED, et il était tout aussi important d'examiner les changements qu'entraînerait l'adaptation du programme dans l'allocation

des ressources budgétaires. A cet égard, le document final de Midrand soulignait à plusieurs reprises que la CNUCED devrait concentrer son attention sur un petit nombre de thèmes prioritaires. Il mettait également l'accent sur le rôle du Groupe de travail, qui devait aider le Conseil à évaluer les incidences budgétaires du projet de programme de travail. Pour la définition des priorités et l'exécution du mandat du Groupe de travail, il était essentiel, comme le précisait le document de Midrand, que le secrétariat fournisse des renseignements exacts et détaillés sur les incidences budgétaires du programme de travail révisé. Pour s'acquitter des fonctions qui lui avaient été confiées à Midrand, le Groupe devait procéder simultanément à la révision des textes explicatifs et à l'examen du budget-programme.

12. Le représentant de l'Argentine, parlant au nom du Groupe latino-américain et caraïbe, s'est associé aux remarques du représentant du Maroc sur la nécessité de laisser aux délégations le temps d'étudier la documentation, celle-ci n'étant pas encore disponible dans toutes les langues officielles. Il a demandé au secrétariat de fournir les renseignements les plus récents sur la restructuration en cours pour faciliter l'examen du budget-programme par le Groupe de travail. Par ailleurs, comme l'avait fait observer le représentant de l'Irlande, le programme de travail devait être fondé sur les décisions prises à la neuvième session de la Conférence, mais il importait d'adopter une démarche pragmatique, sans retirer quoi que ce soit de ce qui avait été convenu dans les documents finals adoptés à Midrand.

13. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a estimé, comme les représentants du Maroc et de l'Argentine, que la documentation était une question cruciale et que les documents destinés aux réunions devaient être distribués en temps voulu. Il s'est également rangé à l'avis du représentant de l'Irlande, selon lequel la teneur du programme de travail devait refléter les résultats de la neuvième session de la Conférence. Dans l'examen du budget-programme, sa délégation entendait accorder une attention particulière à l'établissement d'un ordre de priorité, à la capacité des Etats membres d'apprécier le coût et la valeur relative des activités, aux arguments justifiant des activités qui semblaient faire double emploi, au bien-fondé des multiples publications envisagées et à tout chevauchement entre la CNUCED et d'autres institutions.

14. Le représentant du Japon a dit que la Conférence, à sa neuvième session, avait dégagé un terrain d'entente sur les travaux futurs de la CNUCED.

Les réformes que celle-ci avait entreprises inspiraient le respect, et il importait de veiller à ce que l'accord conclu à l'occasion de la neuvième session soit à l'avenir pleinement pris en compte dans ses programmes proprement dits.

15. Le document présenté au Groupe de travail ne faisait nullement état de la répartition des postes au secrétariat et ne contenait aucune prévision budgétaire chiffrée, ce qui empêcherait certainement le Groupe de travail de procéder à l'examen du budget de la CNUCED. Il était donc préférable de reprendre la session du Groupe de travail en décembre.

16. Par ailleurs, le document TD/B/WP/98 semblait englober grosso modo toutes les activités auxquelles le secrétariat de la CNUCED se livrait avant la neuvième session de la Conférence, et comprenait donc un certain nombre d'éléments de programme qui ne figuraient pas dans les documents finals de ladite session. Aussi fallait-il supposer que bon nombre d'entre eux correspondaient à des activités dévolues à la CNUCED par des résolutions de l'Assemblée générale, ou bénéficiant de l'appui d'un donateur, ou expressément demandées par certains pays en développement. Néanmoins, même dans le cas d'éléments de programme qui se justifiaient d'une manière ou d'une autre, il faudrait sans doute supprimer les activités en question si elles ne donnaient pas des résultats satisfaisants et utiles. Point n'était besoin d'un programme de travail qui avait uniquement pour objet de produire un document de recherche sans rapport avec le processus intergouvernemental de la CNUCED, ou qui n'aidait pas de manière appréciable les pays en développement.

17. Par ailleurs, dans le système actuel, les économies éventuelles résultant de la réforme de la CNUCED seraient reversées au Siège de l'ONU, sans profiter nécessairement aux activités de la CNUCED. Pour réformer efficacement celle-ci, une partie au moins des sommes économisées en la matière devait être utilisée au sein de l'organisation. Il fallait que le secrétariat élabore un mécanisme budgétaire à cet effet en concertation avec New York.

18. Le représentant de Cuba a exprimé son appui aux représentants de l'Argentine et du Maroc concernant la question de la documentation. L'idée présentée par le Japon de réinvestir les économies dans les activités de la CNUCED semblait intéressante : ces fonds pouvaient être utilisés au profit de la coopération technique.

19. Le représentant du Népal a, comme le représentant du Maroc, jugé nécessaire de donner aux délégations le temps d'étudier la documentation.

Les pays entamaient le processus de mondialisation et de libéralisation en ordre dispersé, ce qui posait des problèmes particuliers concernant l'accès aux marchés, les flux de capitaux et de technologie et la transformation institutionnelle. Ces problèmes augmentaient les risques inhérents à la mondialisation pour les pays les plus faibles. A la neuvième session de la Conférence, il avait été convenu que la marginalisation était intolérable et que le secrétariat de la CNUCED devait être doté des moyens voulus pour s'acquitter du mandat qui lui avait été confié à cet égard. La délégation népalaise, souscrivant à l'opinion selon laquelle les documents finals de Midrand devaient fournir une orientation et une base de départ pour la révision du programme de travail, s'est déclarée préoccupée par l'application sélective du consensus de Midrand.

20. Le représentant du Maroc, prenant la parole au nom du Groupe africain, a reconnu que les résultats de la neuvième session de la Conférence devaient servir de cadre de référence pour l'examen du programme de travail et toute définition des priorités. Le document présenté par le secrétariat de la CNUCED correspondait à la structure du secrétariat : or le Groupe africain n'en avait pas été informé et jugeait donc difficile de replacer les propositions du secrétariat dans leur contexte. Fixer des priorités était certes important, mais il fallait pour cela disposer de renseignements sur les ressources allouées à chaque activité. Par ailleurs, la politique relative aux publications étant d'une grande importance, le Groupe africain entendait examiner minutieusement la cohérence des différents types de documents produits par la CNUCED, notamment ceux de caractère technique et "directif".

21. Le représentant de l'Ouganda a dit que les propositions du secrétariat semblaient cadrer avec les règles de planification et de programmation de l'ONU et correspondre aux résultats de la neuvième session de la Conférence. En l'occurrence, il importait de définir les responsabilités des différentes unités du secrétariat à l'égard de telle ou telle activité. La délégation ougandaise a constaté avec satisfaction que les questions relatives aux pays les moins avancés, aux pays en développement sans littoral et aux pays en développement insulaires étaient regroupées en un seul sous-programme.



## **Chapitre II**

### **QUESTIONS D'ORGANISATION**

#### **A. Ouverture de la session**

i) La vingt-huitième session du Groupe de travail a été ouverte le 16 septembre 1996 par M. André Oberholzer (Afrique du Sud), président du Groupe de travail à sa vingt-septième session.

#### **B. Election du bureau**

(Point 1 de l'ordre du jour)

ii) A sa 114ème séance plénière (séance d'ouverture), le 16 septembre 1996, le Groupe de travail a élu M. Dilip Sinha (Inde) président et M. Bashir Musa (Nigéria) vice-président/rapporteur.

#### **C. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux**

(Point 2 de l'ordre du jour)

iii) Egaleme nt à sa 114ème séance plénière, le Groupe de travail a adopté l'ordre du jour provisoire de sa vingt-huitième session (TD/B/WP/97), qui est reproduit ci-après :

1. Election du bureau
2. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux
3. Révision du chapitre relatif à la CNUCED du budget-programme de l'ONU pour l'exercice biennal 1996-1997, compte tenu des résultats de la neuvième session de la Conférence
4. Ordre du jour provisoire de la vingt-neuvième session du Groupe de travail
5. Questions diverses
6. Adoption du rapport du Groupe de travail au Conseil du commerce et du développement.

iv) Concernant l'organisation de ses travaux, le Groupe de travail a décidé qu'il diviserait sa session en deux parties, l'une d'une durée de deux jours et demi, l'autre devant se tenir en décembre 1996 pour examiner le budget-programme.

#### **D. Ordre du jour provisoire de la vingt-neuvième session du Groupe de travail**

(Point 4 de l'ordre du jour)

[A compléter]

#### **E. Adoption du rapport du Groupe de travail au Conseil du commerce et du développement**

(Point 6 de l'ordre du jour)

[A compléter]

-----